

LE CHAOS QUI VIENT

de Peter TURCHIN

éditions du Cherche Midi, Octobre 2024

Version anglaise : « End Times », paru en 2023 chez Penguin Random House

Ce document comporte quatre parties :

- 1- Plusieurs présentations du livre de Peter Turchin.
- 2- Deux extraits du dernier chapitre de ce livre.
- 3- L'introduction du livre de Marcel Gauchet : « Le nœud démocratique ; aux origines de la crise néolibérale ».
- 4- En annexe, trois articles
 - Deux sont parus sur le site Atlantico les 24 et 26 décembre 2024, sur la crise de la démocratie.
 - Le troisième correspond à la version écrite d'une vidéo de Rémi Godeau diffusée par XerfiCanal le 11 février 2025, sous le titre « La démocratie menacée par la ploutocratie »

Voici comment la traductrice, Peggy Sastre, commence sa préface :

« Avez-vous déjà rencontré un génie ? Un vrai, de ceux que l'humanité a cette fâcheuse tendance à ne produire qu'une fois par génération, si ce n'est par siècle. En me plongeant dans la lecture – et, a fortiori, la traduction - de Peter Turchin, c'est une impression qui ne m'a pas lâchée du début à la fin. Que je n'étais pas là face à un habile, ni même savant commentateur du temps, mais à un de ces individus qui non seulement le comprennent comme personne, mais sont à même de le changer ».

Présentation de l'éditeur :

« Comment et pourquoi les systèmes politiques chutent-ils ? L'analyse à la fois historique et contemporaine du plus passionnant des chercheurs américains. Un livre essentiel pour comprendre l'instabilité du monde actuel. »

Les sociétés démocratiques sont aujourd'hui mises à mal, contestées et parfois réprouvées par des citoyens qui ont toujours eu le droit de vote. Elles sont jugées de plus en plus inégalitaires et génèrent toujours plus de frustrations, de colère, de ressentiment. Alors, à quel moment un système qui nous paraissait indestructible touche-t-il à sa fin ? Comment les turbulences politiques à même de conduire à une guerre civile s'expliquent-elles ? Pourquoi les dirigeants d'une société peuvent-ils subitement perdre pied ? Qu'est-ce qui, en un mot, mène à l'effondrement ?

À ces questions de plus en plus saillantes et urgentes, Peter Turchin offre des analyses et des réponses proprement révolutionnaires : les données à partir desquelles il travaille retracent pas moins de 10 000 ans d'histoire et rassemblent plus de 700 sociétés, de l'Égypte ancienne à l'Amérique contemporaine, en passant par la Chine impériale et la France médiévale. Sa méthode combine le court terme de l'actualité à la profondeur de l'histoire humaine avec, quelles que soient les époques, la rigueur d'un scientifique de la complexité.

Les leçons qu'il invite à tirer sont claires. Lorsque la balance du pouvoir entre peuple et élites penche trop sévèrement en faveur de ces dernières, la chute s'avère imminente. Les riches s'enrichissent aux dépens de pauvres qui s'appauvrissent, et à un sommet surpeuplé répondent des masses toujours plus fiévreuses. Ainsi va la mécanique de la surproduction d'élites, premier rouage de l'effondrement social. Ouvrage essentiel pour comprendre en profondeur les temps troublés que nous vivons, *Le Chaos qui vient* indique également la voie vers un avenir plus stable. Par l'autopsie des crises du passé, Turchin avance un possible remède à nos maux futurs ».

Article de Guillaume de Calignon dans Les Echos du 23 décembre 2024, « Comment les pays se désintègrent » :

« Le propos

Pour qu'un pays se désagrège, il existe une recette. Prenez d'abord un appauvrissement des classes laborieuses en raison d'une baisse de leur rémunération, ajoutez-y ensuite des élites qui s'enrichissent. Vous obtenez une hausse des inégalités, "une pompe à richesse" où le haut de la pyramide s'accapare la croissance au détriment du reste. Mélangez avec une surproduction d'élites, une situation où il existe "plus d'aspirants que de place", ce qui crée des frustrations chez les recalés. Complétez par les déçus de la société qui s'organisent en partis révolutionnaires ou dissidents. Accompagnez d'un endettement important de l'État, qui n'a d'autre choix que d'augmenter la pression fiscale pour survivre. Laissez reposer quelques années, sans oublier des élites aveuglées qui font tout pour que rien ne change et garder le pouvoir. Vous obtenez un cocktail explosif qui mène tout droit vers une période de troubles pour le pays en question.

Une surproduction d'élites explosive

Peter Turchin, ou Piotr Tourtchine de son vrai nom, est très sérieux. Cet immigré russe arrivé aux États-Unis à 20 ans a une ambition : mettre en équation l'évolution politique et économique des sociétés humaines en se basant sur les données historiques. Le tout pour étudier les périodes révolutionnaires, de guerres civiles ou autres pour définir pourquoi et quand elles arrivent. Ce livre passionnant, écrit fin 2022, montre que les États-Unis – "une ploutocratie" plus qu'une démocratie - sont entrés dans une période agitée, "pré-révolutionnaire", nous dit Turchin. L'Amérique est un "anti-modèle" pour l'auteur. Et la France ? Après les Gilets jaunes, "si j'appartenais à la classe dirigeante française, je ne dormirais pas sur mes deux oreilles", répond l'auteur.

L'intérêt

Cet ouvrage fascinant étudie les exemples de temps troublés, les révolutions française, russe, anglaise, la guerre civile américaine et des crises au Moyen-Âge pour en tirer une théorie de la "fin des temps", comme le dit son titre en anglais ».

Critique que fait Louis Sagnières¹ de la version anglaise du livre de Peter Turchin, pour « La Vie des Idées » en septembre 2023 :

« Peut-on faire une science de l'histoire sur le modèle de la physique ou de la biologie ? Une telle science permettrait-elle d'éviter les erreurs du passé ? Permettrait-elle de faire des prévisions sur l'avenir des sociétés ? Ces questions sont au cœur du travail de P. Turchin depuis une vingtaine d'années. Dans son dernier livre, *End Times*, qui propose une synthèse grand public de ses travaux, il répond à ces questions par un oui clair.

Un plaidoyer pour une science de l'histoire

On distingue souvent les sciences sociales des sciences de la nature par leurs méthodes et objectifs respectifs. Ces dernières tentent d'expliquer le monde, les premières tentent de le comprendre. Les phénomènes physico-chimiques et biologiques peuvent être décrits au moyen de modèles mathématiques. Les objets des sciences humaines nécessairement plus complexes ne se laissent jamais saisir par des équations.

Derrière cette opposition, on retrouve un constat d'échec répété à l'envi par les historiens et les sociologues au cours du XXe siècle : malgré de nombreux efforts pour découvrir des lois de l'évolution des sociétés humaines, nul n'y est parvenu. Pour ces chercheurs, il n'est pas possible de décrire les réalités humaines au moyen de modèles mathématiques, peu importe leur degré de complexité. Il est alors nécessaire de développer d'autres méthodes si l'on veut faire de l'humain, les sociétés et l'histoire des objets de connaissance et de science. Il ne faut plus chercher à expliquer leurs fonctionnements causaux, mais plutôt, de manière plus satisfaisante, à comprendre, à rendre évidentes les raisons, les intentions, qui permettent de rendre compte de ce qu'ils sont. Un historien n'a pas comme objectif d'expliquer la causalité derrière les grands événements, mais de reconstruire la tapisserie des motifs et des moments qui permet de se faire une idée de la réalité et du déroulement de ceux-ci.

¹ Louis Sagnières est professeur de philosophie au Collège international Marie de France à l'Université de Montréal.

Pour P. Turchin, cette distinction n'a pas lieu d'être. Biologiste spécialisé dans la dynamique des populations animales, un champ de recherches qui utilise depuis de nombreuses années des modèles mathématiques, il commence à appliquer ces outils à l'étude des populations humaines, et à l'histoire en particulier à partir de la fin des années 1990. Il s'inscrit en cela dans un programme de recherches vaste et interdisciplinaire, l'évolution culturelle. Cette discipline trouve son origine dans les travaux de Cavalli-Sforza et Feldman (1981), et ceux de Boyd et Richerson (1985). Elle tente depuis une quarantaine d'années de développer et d'appliquer des méthodes et des modèles issus de la biologie des populations à l'évolution de la culture et des sociétés humaines. Elle arrive aujourd'hui à maturité notamment grâce aux travaux de Henrich (2016, 2020), Morin (2016) ou encore Acerbi (2020).

End Times est l'illustration de l'idée que l'on peut attendre de l'histoire plus qu'une description complexe d'un objet historique. Il est possible de mettre à jour des régularités historiques, d'en offrir des explications, et de les tester rigoureusement. Toutefois, de manière plus ambitieuse encore, P. Turchin prétend pouvoir se servir de ces modèles afin de faire de l'histoire une science expérimentale. Un modèle physique permet de prévoir le mouvement d'un corps. Un modèle historique doit pouvoir "retrodire", il doit permettre de prédire des données historiques alors que ces données n'ont pas été utilisées pour construire le modèle initial. Il prétend même pouvoir aller encore plus loin et se servir de ces modèles comme on se sert des modèles qui décrivent le climat, afin de prévoir à court et moyen terme l'évolution des sociétés. Cette science de l'histoire qu'il appelle la *cliodynamique* n'a pas pour vocation de remplacer l'histoire telle qu'elle se fait majoritairement aujourd'hui. Elle doit la compléter, se faire parallèle à elle. Pour une science de l'histoire, il faut des historiens au sens classique du terme pour offrir des analyses qualitatives et des *cliodynamiciens* pour tester ces dernières.

Cela peut sembler ambitieux. Certains iront jusqu'à dire qu'il ne s'agit de rien d'autre que de charlatanerie. Pourtant en 2010, fort des analyses qu'il avait développées dans ces précédents travaux, il s'est permis une prédiction (Turchin, 2010). Autour de 2020, la société américaine devrait connaître une période d'instabilité politique importante. Force est de constater que les événements semblent lui avoir donné raison. Les analyses qui l'ont poussé à faire cette prédiction sont détaillées dans son précédent ouvrage *Ages of Discord*, publié en 2016. *End Times* est une tentative de rendre ces analyses accessibles au grand public sans avoir à entrer dans le détail des équations mathématiques derrière son modèle.

Un modèle mathématique de l'évolution des sociétés : la Théorie Démographique et Structurale

Le point de départ de l'analyse de P. Turchin dans *End Times* est somme toute assez banal : toutes les sociétés font l'expérience de vagues d'instabilité politique. Une partie de leur histoire peut se comprendre comme un processus dynamique où alternent des phases d'intégration et de désintégration sociales. L'intention n'est pas de réduire l'histoire à cela, mais de montrer que cette dynamique peut faire l'objet d'une analyse quantitative et qu'elle peut être décrite par un modèle mathématique. Au cours des phases d'intégration, la société est à peu près paisible, stable et dans l'ensemble tous coopèrent au bien commun. Au cours des phases de désintégration, la violence politique et la paupérisation des populations augmentent, et cela se traduit par un risque accru de guerre civile et de révolte. Ce processus est particulièrement visible dans l'histoire de l'Égypte antique qui voit alterner l'âge des empires et leurs immenses réalisations culturelles, avec celui des périodes intermédiaires et l'instabilité politique qui les caractérise. On le retrouve aussi dans l'histoire de la Chine avec son alternance de dynasties, et dans l'histoire de France. P. Turchin consacre d'ailleurs son deuxième chapitre à analyser l'enchaînement de ces phases dans l'histoire française et anglaise de la fin du 12^{ème} siècle à la fin du 15^{ème} siècle.

S'il est question de dynamique historique, cela ne veut pas dire que l'histoire est cyclique. P. Turchin affirme l'existence de phénomènes récurrents et réguliers, sans pour autant considérer que cela peut être décrit de manière simple. Il en va pour lui de l'histoire comme de la météo. On peut dire qu'après la pluie il y aura du beau temps, mais cela ne veut pas dire que cette alternance est mécanique comme les mouvements d'une horloge. L'évolution des sociétés est à la fois le résultat de forces qui les poussent dans certaines directions, mais aussi de l'interaction constante de ces forces entre elles, ce qui lui donne un caractère dynamique, chaotique.

Le modèle que P. Turchin défend s'inspire de la Théorie Démographique et Structurale (TDS) de Jack Goldstone (1991). Cette théorie reconnaît l'existence de structures spécifiques au sein d'une société et considère que ce sont les changements démographiques au sein de ces structures qui permettent de comprendre son évolution. Les précédents ouvrages de P. Turchin (*Historical Dynamic* (2003), *Secular*

Cycles (2009), et *Ages of Discord* (2016)) poursuivaient un double objectif. D'abord, développer la modélisation mathématique de la théorie de Goldstone au moyen d'outils issus de la dynamique des systèmes (une discipline qui étudie le comportement de systèmes complexes dans le temps au moyen de modèle mathématique). Ensuite, appliquer cette modélisation pour expliquer l'évolution de différentes sociétés à travers l'histoire. *End Times* s'adressant à un vaste public, tout cela y est synthétisé de manière simple et sans recours aux mathématiques.

Selon la TDS, les sociétés se structurent autour de 3 acteurs. L'État, les élites, et le reste de la population. Dans *End Times*, l'État ne fait jamais vraiment l'objet d'une discussion précise. P. Turchin se concentre plutôt sur les élites, puisqu'il s'agit selon lui de l'acteur principal de l'évolution des sociétés. Il définit les élites comme l'ensemble des individus disposant d'un pouvoir social. Sa définition du pouvoir social s'inspire de celle proposée par Michael Mann dans son ouvrage *The Sources of Social Power* (1986). Il s'agit de la capacité d'un individu à en influencer d'autres. Par opposition aux élites, le reste de la population est donc défini comme les individus n'ayant peu ou pas de pouvoir social. Les changements démographiques au sein de ces 3 structures et leurs interactions ont pour résultat l'émergence de quatre grandes forces qui expliquent l'évolution des sociétés et leurs oscillations entre stabilité et instabilité politique : la surproduction des élites, la paupérisation de la population, la diminution de la légitimité de l'état et des facteurs géopolitiques idiosyncrasiques à chaque société.

P. Turchin consacre un chapitre à chacun de ces facteurs afin d'expliquer la situation particulière dans laquelle se trouvent les États-Unis aujourd'hui. Il y montre qu'il est possible de quantifier chacun de ces phénomènes au moyen de l'agrégation d'indicateurs simples. La paupérisation d'une population, traité au chapitre 3, peut se mesurer, par exemple, en comparant l'évolution de l'espérance de vie, ou encore l'évolution de la taille moyenne d'un individu de cette population, mais aussi en comparant l'évolution du salaire réel, ou encore du niveau d'éducation moyen. La surproduction des élites, analysée au chapitre 4, quant à elle peut se mesurer au moyen de l'évolution du nombre de millionnaires et milliardaires, ainsi qu'au nombre de diplômés universitaires, particulièrement dans certaines disciplines comme le droit.

Il est moins évident de comprendre à partir de quels indicateurs P. Turchin quantifie les deux autres forces. Ses analyses de la société et du développement de l'État américain sont néanmoins fascinantes. Aux chapitres 5 et 6, par exemple, il défend l'idée que la démocratie américaine est en fait une ploutocratie, un État gouverné par et pour les plus riches. Les leviers du pouvoir social sont à peu près tous aux mains des plus riches, au point que les préférences politiques de l'électeur moyen n'ont eu aucun impact sur les politiques du pays. Seules ont compté les préférences du 10 % les plus riches. Pour P. Turchin, cela s'explique par la composition particulière de la population aux États-Unis. Au contraire des pays européens ayant une classe ouvrière racialement homogène ayant pu s'opposer à l'élite, celle des États-Unis n'a jamais réussi à faire front commun, préférant les intérêts de race à ceux de classe.

Le livre montre en fin de compte que c'est de l'interaction entre la paupérisation de la population et de la surproduction des élites que naît l'oscillation entre les phases d'intégration et de désintégration sociales. Dans une société où le nombre d'aspirants au statut d'élite est de plus en plus grand, on assiste à un phénomène de compétition interélite, puisque le nombre de places dans l'élite reste toujours plus faible que le nombre d'aspirants. Il y a d'un côté une élite qui défend le statu quo, et une contre-élite qui l'attaque. Lorsque cette compétition a lieu dans un contexte de dégradation des conditions de vie de la population générale, on assiste alors à une augmentation de l'instabilité politique et de la violence. Les aspirants à l'élite et la contre-élite cherchant alors à instrumentaliser la souffrance de la population afin de s'emparer du pouvoir. Selon P. Turchin, c'est cette dynamique qui a porté Trump au pouvoir et qui explique les événements du 6 janvier 2020 au cours desquels des émeutiers ont pénétré dans le Capitole. Une fois la vague de violence et d'instabilité passée, le nombre d'aspirants à l'élite diminue, les conditions de vie de la population augmentent de nouveau et l'on entre dans une nouvelle phase d'intégration sociale.

Plus de questions que de réponses

Jusqu'ici confidentiels, les travaux de P. Turchin ont petit à petit attiré l'attention du grand public, particulièrement à la suite des événements entourant l'élection puis la défaite de Donald Trump. C'est pour répondre à cette curiosité croissante qu'il a écrit *End Times*. Ce faisant, lui et son éditeur ont fait le choix de laisser de côté tout ce qui fait la vraie nouveauté de ses travaux, à savoir la modélisation mathématique et le travail de quantification en histoire. Bien qu'ils soient évoqués à plusieurs reprises

dans le livre, ils ne sont jamais présentés en détail. On ressort donc de la lecture de cet ouvrage un peu déçu. Sans ses modèles mathématiques et sa quantification, la théorie de P. Turchin n'est qu'une théorie parmi d'autres, certes riche et pleine d'actualité, mais rien ne permet de la différencier de celles que peuvent proposer d'autres chercheurs. Et surtout, on se retrouve incapable d'évaluer la portée scientifique de ses affirmations.

Néanmoins, le matériel présenté dans le livre est convaincant. Il semble bien que les dynamiques qu'il identifie aient lieu conformément à l'analyse qu'il propose. On les retrouve à de nombreuses époques et dans des sociétés diverses. Toutefois, on peut légitimement se demander si cela n'est pas dû à un biais de sélection dans les données qui nous sont présentées. On peut tout autant s'interroger sur la fiabilité des modèles qu'il développe. Si *End Times* propose une vision fascinante de l'histoire, et un portrait très général d'un programme de recherche prometteur, on reste néanmoins un peu sur sa faim. Le lecteur avide de précision devra plutôt se tourner vers *Ages of Discord* pour voir le modèle de P. Turchin appliqué à l'histoire des États-Unis. Ou vers *Secular Cycles* pour le voir appliquer à différentes périodes de l'histoire de France, d'Angleterre, de Russie ou de Rome.

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de noter que les phénomènes et dynamiques mis au jour dans le livre semblent aussi à l'œuvre en France en ce moment. On constate ici aussi l'explosion du nombre de diplômés du supérieur (État de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France #16, 2023), tout autant que de la baisse du pouvoir d'achat (*Le prix de l'inflation : Perspectives 2023-2024 pour l'économie française*, 2023). La crise de légitimité de l'État est elle aussi bien réelle (Mathilde Tchounikine : "Une crise de régime en France n'est pas impossible", 2023). Dans ce contexte, la violence semble de plus en plus vue comme un geste politique légitime (Dans la jeunesse, "un discrédit du système politique" et "une acceptation plus grande de la violence", 2023). En fait, les tentatives d'instrumentalisation et les réactions des milieux intellectuels et politiques au mouvement des Gilets jaunes ainsi qu'aux émeutes de cet été montrent bien l'intérêt que peuvent avoir ces analyses dans le contexte français. On peut légitimement se demander si la prédiction de P. Turchin d'une augmentation de la violence et de l'instabilité politique ne vaut pas aussi pour la France. On ne peut alors qu'espérer qu'un chercheur décide d'appliquer son modèle à l'histoire récente de la France ».

Bibliographie

- Acerbi, A. (2020). *Cultural Evolution in the Digital Age*. Oxford: Oxford University Press.
- Boyd, R., & Richerson, P. J. (1985). *Culture and the Evolutionary Process*. Chicago: University of Chicago Press.
- Cavalli-Sforza, L. L., & Feldman, M. W. (1981). *Cultural Transmission and Evolution*. Princeton: Princeton University Press.
- Goldstone, J. (1991). *Revolution and Rebellion in the Early Modern World*. Berkeley: University of California Press.
- Henrich, J. (2016). *The Secret of Our Success*. Princeton: Princeton University Press.
- Henrich, J. (2020). *The WEIRD People in the World*. New York, NY: Farrard, Straus and Giroux.
- *Le prix de l'inflation : Perspectives 2023-2024 pour l'économie française*. (2023). (OFCE Policy Brief No. 114).
- Mann, M. (1986). *The Sources of Social Power*. New York, NY: Cambridge University Press.
- Morin, O. (2016). *How Traditions Live and Die*. Oxford: Oxford University Press.
- Turchin, P. (2003). *Historical Dynamics*. Princeton: Princeton University Press.
- Turchin, P. (2010). Political instability may be a contributor in the coming decade. *Nature*, 463(7281), 608. <https://doi.org/10.1038/463608a>
- Turchin, P. (2016). *Ages of Discord*. Chaplin, CT: Beresta Books.
- Turchin, P., & Nefedov, S. (2009). *Secular Cycles*. Princeton: Princeton University Press.

EXTRAITS DU LIVRE de Peter Turchin.

Nous proposons deux extraits du 9^{ème} et dernier chapitre, « La pompe à richesse et l'avenir de la démocratie », avec ses première et dernière sections :

9

LA POMPE À RICHESSE ET L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE

Sorties de crise

De notre analyse de CrisisDB – soit la centaine de sociétés pour lesquelles nous disposons de données fournies – nous pouvons établir une variation fondamentale entre les modes d'entrée et de sortie de crise. Si l'entrée a tout d'une vallée étroite, les sorties suivent au contraire une large gamme de trajectoires possibles, chacune avec une « gravité » très différente. Cette gravité, notre équipe de

ou qui en vient simplement à se désintégrer en unités plus petites.

Dans ses grandes lignes, la conclusion n'est pas joyeuse. Dans très peu de cas, les sociétés parviennent à traverser leurs crises sans ou même avec seulement quelques conséquences majeures. Dans la plupart, les catastrophes se combinent et les sociétés en sortent affligées de maux réellement graves. Par exemple, la France des Valois, qui en aura subi neuf sur douze durant les guerres de Religion au ^exvi^e siècle. Rois et ducs furent assassinés, et les élites exterminées à plusieurs reprises (comme lors du massacre de la Saint-Barthélemy). On estime également que 3 millions d'individus furent victimes des violences, de la famine ou de la maladie durant cette longue traîne de guerre civile. Parmi les autres exemples les plus sombres, citons la chute des dynasties Tang et Song en Chine, l'éclatement de l'Empire sassanide et la crise du ^evi^e siècle dans l'Empire romain d'Orient.

L'histoire offre cependant quelques exemples de sociétés ayant réussi à sortir relativement indemnes de leurs crises. La violence fut minimale, la souveraineté s'est maintenue,

recherche l'a ainsi codée en s'assistant de divers indicateurs de conséquences négatives (douze au total)¹. Un ensemble s'attache aux conséquences démographiques : La population globale a-t-elle diminué à cause des turbulences consécutives à la crise ? Y a-t-il eu une épidémie majeure ? Nous avons effectivement constaté que les baisses de population sont assez fréquentes – la moitié des sorties de crise entraînent une perte de population. Et pour 30 % d'entre elles, les sorties de crise sont liées à une épidémie majeure.

D'autres indicateurs s'attachent au sort des élites. Dans près de deux tiers des cas, la crise va massivement entraîner leur mobilité descendante – les élites atterrissent donc dans les rangs des roturiers. Dans un sixième des cas, les élites se voient ciblées pour être exterminées. Probabilité d'assassinat d'un dirigeant ? Dans les 40 %. Mauvaise nouvelle pour les élites. Augure encore plus sombre, dans environ 75 % des cas, les crises débouchent sur des révolutions ou des guerres civiles (ou les deux) et, dans un cinquième des cas, les guerres civiles se font récurrentes et s'éternisent sur un siècle ou plus. Dans 60 % des cas, les sorties de crise entraînent la mort de l'État – qui se voit conquis par un autre

les pertes territoriales ont été faibles, voire inexistantes, et la plupart des structures et institutions sociétales allaient rester intactes – à l'exception de celles concernées par des réformes institutionnelles ou politiques. En d'autres termes, ces sociétés ont réussi à « aplanir la courbe » du cercle vicieux fait d'agitation, de polarisation et de violences communautaires dans lequel tant d'autres ont été englouties. Comment, exactement, ces sociétés y sont-elles parvenues ?

Concentrons-nous sur la dernière vague complète d'effondrement étatique, l'âge des révolutions, dont l'ampleur fut mondiale. En particulier, sa seconde moitié, soit grosso modo entre 1830 et 1870 environ, fut une période extrêmement turbulente dans l'histoire du monde. Quasi-tous les grands États ont essuyé des révolutions ou des guerres civiles (voire les deux). Parmi eux, les États-Unis et la Chine (comme nous l'avons vu au chapitre 1). L'Europe fut pour sa part secouée par une vague de révolutions en 1848. La France en connut trois : 1830, 1848 et 1871. Au Japon, le shogunat Tokugawa tomba en 1867. Mais on note deux exceptions : les Empires britannique et russe. Les deux ont connu des situations révolutionnaires, tout en parve-

nant à y faire face en mettant en œuvre le bon cocktail de réformes. Jusqu'à présent, mon livre aura fait la part belle à une « science lugubre » de l'effritement des sociétés et de l'effondrement des États. Il est temps de voir le bon côté des choses.

Suivent trois sections consacrées au cas de l'Angleterre (1819-1867), à celui de la Russie (1855-1881) et aux « réussites sur le long terme ».

Puis vient la dernière section :

d'ici une dizaine d'années n'a rien d'inconcevable. Tous les empires meurent un jour, et l'Empire britannique n'aura pas fait exception. Mais ce constat ne rogne en rien les réussites des élites britanniques pendant la période chartiste.

Pourquoi les démocraties sont vulnérables aux élites ploutocratiques

L'analyse des réussites (la Grande-Bretagne chartiste, la Russie réformatrice, l'ère progressiste aux États-Unis et d'autres cas encore ¹⁵) est une source autant d'optimisme et de pessimisme. Du bon côté des choses, on voit qu'il est possible de couper la pompe à richesse et de rééquilibrer les systèmes sociaux sans en passer par une révolution ou une guerre catastrophique. La mort est peut-être le « grand égalisateur », pour reprendre le mot de Scheidel, mais elle n'est pas le seul. La peur – ou, pour formuler un peu plus charitablement les choses, la prévoyance intelligente – peut aussi jouer, et elle a effectivement été à l'œuvre dans ces issues heureuses.

Reste que, du côté plus pessimiste, les exemples de réussite sont relativement rares dans l'histoire. Il faut donc se réjouir que nous disposions aujourd'hui d'une bien meilleure compréhension des causes profondes déséquilibrant les systèmes sociaux, et qu'il soit possible de prévoir (même de manière imparfaite) les conséquences probables des diverses interventions visant à les remettre d'aplomb. Malheureusement, encore une fois, la mise en œuvre des réformes nécessaires n'est pas facile, car il faut toujours que les réformateurs surmontent la résistance des groupes d'intérêt ayant le plus à perdre.

Enfin, il n'existe pas de solution permanente. Un système social pondéré où la pompe à richesse est stoppée constitue un équilibre instable qu'il faut constamment maintenir en mouvement pour ne pas qu'il tombe, comme une bicyclette. Une instabilité due à l'un des principes les plus fondamentaux de la sociologie, la « loi d'airain de l'oligarchie » ¹⁶, qui stipule que lorsqu'un groupe d'intérêt acquiert beaucoup de pouvoir, il se met inévitablement à l'exploiter pour servir ses propres intérêts. Ce principe général s'applique aussi bien aux sociétés prémodernes qu'aux sociétés contempo-

raines. Le premier Empire russe, par exemple, était un État au service de sa population où tout le monde mettait la main à la pâte : les paysans, la noblesse et le grand chef. (Pierre I^{er} est un bon exemple de tsar protecteur, mais il n'est pas le seul.) Mais comme la noblesse avait plus de pouvoir que les autres acteurs, elle allait finir par retourner le pacte tripartite en s'affranchissant de ses obligations. Puis, par actionner la pompe à richesse – parce qu'elle était en mesure de le faire – en opprimant les paysans et en devenant une classe parasitaire. Soit le même processus que nous observons, encore et encore, dans tous les États historiques, et qui explique pourquoi les vagues d'instabilité ne cessent de se répéter.

Malheureusement, les démocraties contemporaines ne sont pas vaccinées contre la loi d'airain de l'oligarchie. Les États-Unis ont certes réussi à stopper la pompe à richesse durant l'ère progressiste et le New Deal, sauf qu'ils ont ensuite permis à des élites auto-centrées de la remettre en marche dans les années 1970¹⁷. Le Royaume-Uni a suivi une trajectoire similaire, avec cependant quelques années de retard. Dans ce pays, la pente descendante du salaire relatif

mocrate, parti de la classe marchande pendant le New Deal, est devenu en 2000 le parti des 10 % et de la classe qualifiée. Son rival, le parti républicain, s'est mis principalement à servir le 1 % le plus riche, laissant aux 90 % leurs seuls yeux pour pleurer. Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano et Thomas Piketty ont ainsi étudié des centaines d'élections pour constater que les partis politiques dans d'autres démocraties occidentales en viennent également de plus en plus à s'adresser aux diplômés et aux riches²¹. Quand les partis politiques abandonnent les classes ouvrières, cela équivaut à un changement majeur dans la manière dont le pouvoir social est réparti au sein de la société. En fin de compte, c'est bien cet équilibre des pouvoirs qui détermine si les élites se voient accorder le droit d'actionner la pompe à richesse à leur seul profit.

Ce que l'on a tendance à oublier, c'est que même si les institutions démocratiques sont le meilleur (ou le moins pire) mode de gouvernement des sociétés, les démocraties sont particulièrement vulnérables à la subversion ploutocratique. L'idéologie est peut-être la forme de pouvoir la plus molle et douce, mais dans les sociétés démocratiques,

s'est amorcée après 1975. Et, aujourd'hui, bien des signes nous indiquent qu'un bon nombre de démocraties occidentales s'engagent sur la même pente glissante.

Parmi ces signes clairs et nets, le fait qu'après une longue période de compression des revenus et des richesses durant la majeure partie du xx^e siècle les inégalités économiques ont recommencé à se creuser au sein des démocraties occidentales (ainsi que dans une grande partie du monde en général¹⁸). L'Europe occidentale souffre également d'un problème de plus en plus grave de surproduction de jeunes diplômés¹⁹. Autre signe inquiétant : la propagation du fondamentalisme néoclassique du marché, promu par des publications internationales influentes, à l'instar de *The Economist*, et d'organisations internationales dominées par les États-Unis, telles que le Fonds monétaire international²⁰.

Une évolution encore plus inquiétante est à voir dans la transition, au sein des démocraties occidentales, de « systèmes de partis basés sur les classes » à des « systèmes de partis multi-élites ». Plus tôt dans le livre (chapitre 8), nous avons abordé cette transition aux États-Unis, où le parti dé-

elle est essentielle. Les ploutocrates ont de quoi utiliser leur richesse pour acheter des médias, financer des groupes de réflexion et généreusement récompenser les influenceurs sociaux promouvant leurs messages. En d'autres termes, ils exercent un pouvoir énorme pour faire pencher l'électorat vers les opinions favorisant leurs intérêts. Des formes plus grossières de pouvoir, telles que la manipulation des élections ou le lobbying auprès des politiciens, sont également très efficaces pour concrétiser les visées des riches. Enfin, tout comme avec la guerre, l'argent est le nerf des organisations. L'enthousiasme n'est pas suffisant pour un effort soutenu à long terme, même si l'argent couplé à l'enthousiasme va plus loin que l'argent seul. Les ploutocrates peuvent se payer (au sens strict) des programmes et les mettre patiemment en œuvre.

Tout cela pourrait sembler bien pessimiste. Pour les Européens, les États-Unis constituent d'ailleurs un anti-modèle, car tous les processus de transition de la démocratie à la ploutocratie y tournent à plein régime depuis des décennies. Mais il reste des raisons d'être optimiste. Malgré de fortes similitudes culturelles et le fait qu'ils appartiennent

à la même organisation supranationale, les pays de l'UE présentent un degré remarquable de variation dans les trajectoires spécifiques à chaque pays. Faisons un rapide tour d'horizon pour illustrer ce point, en nous concentrant sur une statistique particulière de la World Inequality Database : la part des revenus allant au 1 % les plus riches ²².

L'Allemagne, en tant que première économie de l'UE, est le point de départ logique. Pendant de nombreuses décennies depuis 1945, la part des revenus allant au 1 % a fluctué autour de 10 %. Elle était de 9,5 % jusqu'en 2003, mais elle a ensuite rapidement augmenté pour dépasser les 13 % et s'y maintenir. Ce changement s'est produit plus tard et n'a pas été aussi extrême qu'aux États-Unis. Aux États-Unis, la part allouée au 1 % supérieur était proche de 10 % au cours des années 1970 (comme en Allemagne), mais après 1980, elle a augmenté rapidement et se situe au-dessus de 19 % depuis une dizaine d'années. Il faut cependant garder à l'esprit que les États-Unis sont une exception parmi les démocraties occidentales – non seulement par l'ampleur de leurs inégalités économiques, mais aussi par leurs chiffres désastreux relatifs au bien-être de leur population (les deux étant toutefois

la France. Au Danemark, la trajectoire a été très différente. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, le Danemark a été le premier des pays nordiques à mettre en œuvre un accord tripartite. Qui aura permis d'atteindre un degré remarquable de compression des revenus, de sorte qu'autour de 1980 la part du 1 % des plus riches est tombée sous la barre des 7 %. Mais les années 1980 ont été marquées par un renversement de tendance, et les choses ont commencé à s'améliorer pour les ultra-riches. Aujourd'hui, leur part est légèrement inférieure à 13 %, ce qui situe le pays au même niveau que l'Allemagne.

La conclusion la plus importante de cette analyse ne réside pas dans les spécificités des trajectoires suivies par les différents pays, mais dans le fait même de la variation. Pourquoi est-ce important ? Du point de vue scientifique, il est essentiel de disposer d'une variation suffisante pour mieux comprendre les causes à l'origine de la dynamique. Presque tous les pays figurant dans la World Inequality Database ont suivi une trajectoire unique. Les économistes et autres chercheurs en sciences sociales ont proposé bien des théories pour expliquer pourquoi les inégalités augmentent

clairement liés). L'Allemagne a encore beaucoup de chemin à parcourir pour égaler les États-Unis, mais elle est clairement engagée sur la pente glissante.

La France nous offre un intéressant contrepoint. La part des revenus allant au 1 % supérieur y a atteint un minimum absolu dans les années 1980 (environ 8 %), puis a augmenté jusqu'à dépasser 11 % au début des années 2000. Mais il a ensuite remarquablement baissé et se situe actuellement juste en dessous des 10 % ²³. L'Allemagne et la France sont les deux plus gros acteurs de l'UE, et les plus influents, mais leurs trajectoires en matière d'inégalités sont très différentes. Il est manifeste que leurs élites suivent des voies distinctes.

Quid du Danemark et de l'Autriche, les deux pays que j'ai utilisés comme exemples d'États bien gouvernés ? L'Autriche semble toujours bien emmanchée et a réussi à maintenir ses inégalités à un niveau remarquablement stable. La part du 1 % supérieur était d'environ 11 % dans les années 1980 ; elle allait légèrement augmenter pour atteindre environ 12 % au début des années 2000, pour ensuite diminuer et se situer aujourd'hui vers 10 %, grosso modo comme

ou diminuent. Plus il y a de variations, plus les données sont utiles pour tester ces théories les unes par rapport aux autres. En outre, nous sommes clairement entrés dans une période particulièrement turbulente de l'histoire mondiale. Dans les années à venir, la résilience des pays sera mise à rude épreuve par le changement climatique, les pandémies, les dépressions économiques, les conflits interétatiques et les flux d'immigration massifs. Les pays qui n'ont pas permis l'accroissement des inégalités seront-ils plus résistants à ces chocs ? Voilà ce qu'il nous faut savoir.

La dernière pensée avec laquelle je souhaite conclure ce livre est que l'humanité a parcouru un long chemin depuis l'apparition de notre espèce il y a environ deux cent mille ans. Les dix mille dernières années ont été marquées par une évolution particulièrement rapide. Des élites despotiques et opprimant les gens ordinaires ont surgi à plusieurs reprises et ont été renversées à plusieurs reprises. Nous sommes à nouveau dans la phase de désintégration de ce cycle, mais alors que nous vivons notre propre âge de la discorde, il est bon de se rappeler que l'humanité a tiré des leçons des débâcles précédentes. L'évolution culturelle

cumulative nous a dotés de technologies remarquables, notamment de technologies sociales – les institutions – qui permettent à nos sociétés d’offrir à leurs habitants une qualité de vie d’un niveau sans précédent – et assez bien généralisé. Certes, la perfection n’est pas encore atteinte – on note de grandes différences entre les pays quant au bien-être de leurs populations. Mais à long terme, ces variations sont nécessaires à la poursuite de l’évolution culturelle. Si les sociétés n’expérimentent pas de meilleurs arrangements sociaux, alors l’évolution s’arrêtera. Plus important encore, lorsque l’égoïsme des élites mène leur société à la ruine, il est bon d’avoir des alternatives – des réussites à prendre en exemple. Et c’est à nous, « les 99 % », qu’il incombe d’exiger de nos dirigeants qu’ils agissent de manière à promouvoir nos intérêts communs. Les sociétés humaines complexes ont besoin d’élites – dirigeants, administrateurs, leaders d’opinion – pour bien fonctionner. Le but n’est pas de nous en débarrasser, mais de faire en sorte qu’elles agissent dans l’intérêt de tous.

INTRODUCTION DU LIVRE :

« LE NŒUD DÉMOCRATIQUE ; AUX ORIGINES DE LA CRISE NÉOLIBÉRALE »²

de Marcel GAUCHET

nrf Éditions Gallimard, Octobre 2024

INTRODUCTION

De la crise totalitaire à la crise néolibérale

Tenons le constat pour acquis : il y a bien quelque chose comme une « crise de la démocratie ». Mais quelle crise ? C'est la question à laquelle ce livre s'efforce de répondre. Il est motivé par la conviction qu'elle engage, en plus de son enjeu civique, l'intelligence de la condition politique dans ce qu'elle a de plus fondamental.

Si question il y a, c'est que la première caractéristique de cette crise réside dans la difficulté de la cerner. C'est un des motifs pour lesquels le constat a mis du temps à s'établir. Il a fait l'objet d'une résistance tenace. J'en sais quelque chose, pour m'être fait fort mal voir, en essayant d'attirer l'attention, il y a déjà longtemps, sur le dérèglement du mécanisme de nos régimes¹. Il est vrai que la crise s'est installée à bas bruit, comme une crise rampante, à la différence de la crise ouverte que l'on avait pu connaître à l'époque de l'assaut totalitaire, quand la démocratie dite « bourgeoise » était en butte à des remises en question radicales, aux deux extrémités du spectre politique, à l'enseigne de la révolution sociale ou de la révolution nationale. Rien de pareil sous notre ciel, au contraire, et c'est ce qui achève de donner un caractère paradoxal à cette crise : elle survient dans le sillage d'une consécration triomphale des principes démocratiques. Leurs ennemis déclarés ont à peu près disparu, dans nos contrées en tout cas. Ce n'est pas seulement qu'ils sont en faveur comme ils ne l'ont jamais été ; c'est qu'ils exercent un règne exclusif, en définissant le seul régime politique concevable. Ils constituent bel et bien en ce sens fort

² Le livre de Marcel Gauchet, paru également en octobre 2024, aurait tout autant mérité d'être notre « livre du mois » que celui de Peter Turchin. Notre choix s'explique par le fait que la démonstration du second s'inscrit dans un espace-temps plus large puisque le propos du premier s'en tient délibérément au cas de la France d'aujourd'hui.

Dans sa belle critique du livre de Peter Turchin, Louis Sagnères (voir plus haut) souhaite que des chercheurs appliquent la méthode de Turchin au cas de la France contemporaine : le livre de Marcel Gauchet est d'une certaine façon une contribution en ce sens.

« l'horizon indépassable de notre temps », en l'absence de candidats crédibles à leur substituer. La radicalité ne se dirige plus contre la démocratie ; elle s'inscrit à l'intérieur de son cadre, comme revendication d'une démocratie radicale.

Il y avait bien eu de premières inquiétudes, suscitées par cette radicalité dont la pression mettait nombre d'institutions, comme l'école, à rude épreuve. Mais ces appels radicaux à « démocratiser la démocratie » s'inscrivaient à tel point dans le droit-fil de l'esprit général du moment qu'il avait été facile de les mettre sur le compte d'excès de zèle marginaux dont seuls des esprits chagrins, pour ne pas dire « réactionnaires », pouvaient s'alarmer en les montant en épingle. Il en était allé de même vis-à-vis de faits allant dans la direction opposée, comme la montée de l'absentéisme ou du vote protestataire. Des phénomènes certes dommageables, pouvait-il paraître plaidable dans l'euphorie de l'heure, mais ne représentant pas plus que l'accompagnement obligé, à des degrés variables, d'un régime qui a chroniquement ses démagogues et ses déçus. À ce compte-là, la démocratie n'est-elle pas toujours plus ou moins « en crise » ?

Il a fallu la poussée de la protestation dite « populiste » pour ébranler l'optimisme officiel et imposer le constat que quelque chose, décidément, ne tournait pas rond dans la maison démocratique. Elle a changé la lecture de la situation, pour commencer, chez les observateurs en faisant passer au premier plan l'ampleur des frustrations provoquées par la politique majoritaire et en relativisant les craintes éveillées par l'extrémisme démocratique. L'élargissement de cette sécession protestataire, sa force grandissante, sa résonance dans la vie collective ont interdit de la réduire, comme c'était le cas depuis le départ, à une pathologie marginale, au sursaut d'une nostalgie malsaine pour les « sociétés fermées » du passé aux dépens de la « société ouverte ». La centralité acquise par cette pression oppositionnelle au sein des sociétés politiques a fini par rendre impossible d'ignorer qu'il y allait d'une guerre sourde, mais décisive, portant sur la définition même de la démocratie.

Car tel est bien l'enjeu du nouveau clivage qui brouille dans tous les régimes démocratiques le clivage classique entre droite et gauche, quand il ne tend pas à le supplanter. Un clivage dont les termes sont difficiles à définir eux aussi.

Mieux, m'objectait-on, un cran plus loin, le phénomène véritablement significatif n'était-il pas à l'opposé le progrès de la démocratie ? La donnée à retenir n'était-elle pas l'approfondissement qui a accompagné le ralliement à son principe, un approfondissement représenté, en particulier, par « l'État de droit » ? Idée juste, bien que partielle et oublieuse de son revers. Il fallait effectivement lui faire place, mais en restant attentif à ses contreparties problématiques.

Cette lecture unilatérale de la situation, repoussant énergiquement l'idée d'une crise au profit de l'idée d'une avancée, a durablement prévalu. Elle nous mène au cœur du sujet. Car elle est en fait partie prenante de la crise, laquelle peut se lire, considérée dans sa dimension intellectuelle, comme un conflit d'interprétations sur ce que peut et doit être la démocratie. C'est cette bataille qu'il s'agit de comprendre, en prenant en compte les deux points de vue et les deux camps en présence. Elle m'a fait parler, par image, d'une « crise de croissance », marquée par la dysharmonie de ses développements. Car progrès et régression peuvent marcher du même pas sur des plans différents.

Il met aux prises, selon le bord où l'on se place, le camp des « élites » contre celui des « peuples », ou bien le camp des défenseurs de la liberté et de l'universalité contre celui des partisans de l'autorité et du repli national — l'identité des protagonistes de la bataille est déjà matière à dispute.

En réalité, le conflit oppose, en dernier ressort, deux visions de la nature et des finalités de nos régimes qui se rattachent à leur source même². Une vision dominante, tellement qu'elle se donne pour la seule recevable, qui privilégie le droit des individus, et une vision dominée, dont la véhémence protestataire se réclame de la souveraineté populaire. Deux visions qui ont des titres à se croire également fondées, au-delà de leur différence de statut, puisqu'elles prennent appui chacune sur l'un des éléments constitutifs de la démocratie, telle que les modernes la comprennent : les libertés personnelles qu'elle garantit, d'un côté, et le pouvoir des citoyens en corps qu'elle promet, de l'autre côté. Les deux éléments sont destinés, normalement, à jouer de concert pour former une « démocratie libérale », où l'enracinement du régime dans les droits de chacun se complète par la conversion de ceux-ci en puissance de tous. Or l'évolution

de nos sociétés tend à dissocier les deux composantes ; elles divergent au lieu de converger. Sa pente dominante met en avant sa composante « libérale », jusqu'à une hypertrophie libertaire, aux dépens de la composante « démocratique ». Une mise à l'écart qui provoque en retour la réactivation, voire la radicalisation de cette dernière, au point de lui faire oublier, à l'occasion, sa solidarité avec la première, en la jetant dans une embardée autoritaire.

En d'autres termes, l'idéal libéral tend à devenir anti-démocratique, ce qui suscite une remobilisation de l'idéal démocratique qui tend à le rendre illibéral. Ce retournement de la coopération nécessaire en antagonisme inconséquent justifie pleinement, soulignons-le à l'usage des sceptiques, l'emploi de la notion de « crise » dans son acception la plus stricte. La démocratie souffre d'une désarticulation interne des éléments dont son bon fonctionnement suppose la concorde. Cela ne donne pas une crise *de* la démocratie, dans le sens où son existence ferait l'objet d'une menace directe, mais cela produit une crise *dans* la démocratie qui altère son fonctionnement en profondeur. Il se vide de sens à force d'enlèvement du débat public, ou de ce qu'il en reste, dans

deux, céder à l'illusion que l'économie a pris le pouvoir de par sa dynamique propre, est précisément le piège qu'il s'agit de déjouer.

L'explication avec l'explication économique est l'enjeu par excellence de la situation. Nous vivons le moment de l'expérience cruciale en la matière : le moment où l'explication économique atteint sa vraisemblance maximale, mais où, de ce fait même, grâce à la pleine lisibilité des motifs de sa séduction, il devient possible d'argumenter sa réfutation pour la ramener à sa juste place.

Ce qui se tient derrière l'opposition trompeusement familière entre libéraux et démocrates est d'un tout autre ordre que l'expansion capitaliste. Il y va d'un pas de géant de l'histoire qui nous a fait ce que nous sommes, d'une étape supplémentaire, et quelle étape, du long processus dont est issue la démocratie libérale des modernes. Cette étape se traduit par un bouleversement des assises du fonctionnement collectif dans l'ensemble de ses dimensions dont le dérèglement du mécanisme de nos régimes n'est qu'une résultante de surface. Aussi cette crise constitue-t-elle, au-delà de l'inquiétude civique qu'elle inspire, un moment de

un dialogue de sourds à base de disqualification mutuelle, quand il ne dérive pas vers une « guerre culturelle » paralysante pour l'action publique.

La question, à partir de là, est donc de savoir d'où sort et ce que représente l'évolution qui a conduit à creuser, voire à exaspérer cette contradiction. La nature classique de ses termes pourrait faire penser à une oscillation périodique au sein d'un système en lui-même stable, mais sujet au déséquilibre interne, de telle sorte qu'il privilégierait tour à tour l'un ou l'autre de ses pôles en fonction des conjonctures, l'évolution économique se présentant, dans cette hypothèse, comme le facteur déstabilisant tout désigné. L'hypothèse n'est pas sans mérite ; elle a des faits considérables pour elle qui demandent un examen rigoureux. Mais, comme on le verra, elle n'atteint que la surface des choses. Elle laisse échapper le fait principal, qui est la transformation conjointe des deux pôles, le pôle individuel et le pôle collectif. Transformation qui explique l'évolution économique, en l'insérant dans un cadre plus vaste et plus profond, bien plutôt qu'elle ne se laisse expliquer par elle — elle est un effet avant d'être une cause. Confondre les

vérité exceptionnel pour la réflexion politique. Elle livre accès à la face cachée du fait démocratique. Elle permet ce faisant d'en repenser de fond en comble la genèse, l'essence et les conditions de fonctionnement. Elle est l'occasion de démêler l'enchevêtrement de facteurs qui en fait un nœud énigmatique pour ses acteurs.

La présente crise prolonge et complète, de ce point de vue, les enseignements d'une crise antérieure, la grande crise dont sont sortis les totalitarismes du xx^e siècle. Elle possède une portée de dévoilement équivalente. Car cette première crise majeure a été, elle aussi, un moment de vérité. Dans sa remise en question radicale des régimes libéraux par l'entrée des masses en politique, elle a mis en évidence des dimensions insoupçonnées du fait démocratique. Elle a imposé un réexamen en règle de ses conditions de naissance, de ses éléments constitutifs et des exigences de son fonctionnement. Une reconsidération que la stabilisation miraculeuse de ces régimes libéraux contestés, après 1945, a confirmée et amplifiée. Elle a apporté un éclairage supplémentaire au travers des réformes de grande envergure qui

ont permis cette réponse victorieuse au défi totalitaire. Les régimes de démocratie libérale proprement dite sont nés du comblement des lacunes béantes que laissaient subsister les régimes de libéralisme démocratisé antérieur.

La crise actuelle nous replonge dans une situation analogue, une étape plus loin, avec l'impératif de pousser l'investigation plus profond. Avec, également, le handicap de la surprise. Car le travail de stabilisation avait si bien fait son œuvre qu'il avait installé le sentiment que l'âge des périls était derrière nous et qu'au terme de ce grand cycle de crise et de réponse à la crise l'essentiel était acquis et la formule de la démocratie libérale des modernes enfin trouvée, au moins dans ses grandes lignes. Un sentiment qui a connu son apothéose euphorique au moment de la désintégration sans drame de la survivance de l'âge totalitaire que représentait l'Union soviétique.

Quiétude trompeuse, dont il a fallu bientôt déchanter. Il y avait encore beaucoup de chemin à faire, comme le troublant changement de monde qui nous emporte depuis maintenant un demi-siècle nous oblige à le mesurer. Ce n'est pas que nous revenons en arrière. Nous sommes projetés

le parallèle entre les deux cycles de crise, en 2007, dans un opuscule intitulé, justement, *La démocratie d'une crise à l'autre*³. Le cours des événements, depuis lors, n'a fait que renforcer dans mon esprit la conviction du bien-fondé de la démarche, en accentuant des traits de la présente crise qui autorisent à en donner une caractérisation plus tranchée qu'il n'était possible à l'époque. Cette évolution fait ressortir en particulier le rôle d'une dimension souterraine de l'existence des sociétés que l'on peut appeler leur mode de structuration. C'est en elle que se situe la clé de la crise actuelle, comme c'est en elle qu'il faut chercher le secret de la tératologie totalitaire. Son rôle déterminant est l'objet principal de ce livre.

Le problème constitutif de l'esprit démocratique est d'être spontanément aveugle à cette dimension souterraine. Sa visée essentielle est d'explicitier en raison le fonctionnement collectif, en rupture avec son immémoriale entente coutumière ; il veut en déterminer formellement les règles, en définir aussi complètement que possible les rouages et les termes, à la lumière des principes auxquels ils doivent obéir. Ce faisant, il se détourne d'interroger ce qui rend pos-

en avant, au contraire, vers un inédit complet qui nous emmène aux antipodes de ce que le passé avait pu nous donner à connaître. Et cet inédit radical est gros de motifs de crise que rien ne laissait anticiper. Nous nous réveillons embarqués dans un nouveau cycle historique dont les secousses donnent à deviner qu'il appellera une révision théorique aussi systématique que le précédent de ce que nous pensions pouvoir mettre sous le nom de « démocratie ». Il est d'ores et déjà permis d'augurer, en sondant ses profondeurs, qu'il débouchera en pratique également sur une refonte du mode de fonctionnement de nos régimes d'une ampleur équivalente à celle du cycle antérieur.

Du moins disposons-nous, avec la crise totalitaire, d'un repère qui faisait défaut à nos prédécesseurs pour nous guider. En permettant de retracer un parcours, il livre le plus éclairant des fils conducteurs pour s'orienter dans le dédale des événements, mesurer le chemin parcouru et apprécier la nouveauté de la conjoncture qui s'impose à nous. Seule pareille mise en perspective est de nature à éclairer une situation que l'enfermement dans le présent laisse peu intelligible. Je m'en étais tôt convaincu en esquissant

sible cette ambition même et la formulation des principes dans lesquels elle se traduit. Or cette visée n'existe qu'en fonction d'une organisation sous-jacente de l'existence collective qu'elle tend par nature à méconnaître. La présente crise représente le moment paroxystique de cette méconnaissance. Elle porte à son comble le partage entre l'ambition consciente et le support inconscient, entre les principes déclarés et leurs conditions structurelles de possibilité.

C'est sur ce foyer de la crise démocratique et sur ce qu'il nous apprend que se concentrent les pages qui suivent. Elles complètent et précisent l'analyse d'ensemble que j'avais proposée il y a quelques années du « nouveau monde » issu de cette étape supplémentaire, et à mon sens terminale, du processus générateur de la modernité démocratique⁴. Étape dont la présente crise est le fruit paradoxal et ô combien instructif. Ce tableau global effectué, je me sens dispensé de revenir sur quantité d'expressions et de ramifications de l'immense renouvellement du monde en cours depuis un demi-siècle qui participent de la crise. C'est son noyau qui m'intéresse ici. Il m'a semblé, en effet, avec le recul, l'extension se payant toujours en compréhension, que le cœur

de la crise restait quelque peu dans le flou, au milieu de la profusion des facettes décrites. C'est lui que je voudrais spécifiquement éclairer.

Je me suis permis pour ce faire de négliger la diversité des situations nationales. Il va de soi que le phénomène revêt autant de visages concrets qu'il y a de pays, modelé qu'il est par des histoires et des cultures politiques particulières. Reste qu'il est suffisamment généralisé dans le monde démocratique pour justifier de s'arrêter à ses traits communs. Pour la même raison, j'ai privilégié le cadre européen, parce que c'est là que la révolution démocratique moderne a son parcours complet, y compris les épreuves dont la crise totalitaire représente le sommet, des épreuves auxquelles son point de départ exceptionnel a valu à l'expérience américaine d'échapper. Mais le parallélisme des situations de crise, aujourd'hui, de part et d'autre de l'Atlantique, au-delà de la différence des trajectoires, illustre avec éloquence qu'elles relèvent des mêmes prémisses du fonctionnement démocratique.

Le prix à payer de ce parti de stylisation extrême des données est une certaine « abstraction » du propos qui ne man-

quera pas de m'être reprochée. À quoi je ne puis répondre qu'en rappelant que c'est le propre de la théorie, c'est-à-dire d'une construction intellectuelle ambitionnant de rendre un phénomène intelligible, que d'être « abstraite ». Ainsi est-ce : le plus court chemin vers le concret saisi dans sa vérité est le détour par l'abstraction. C'est le moment de s'en souvenir, menacés que nous sommes par la marche vers une démocratie sans démocrates dont le piège est de faire croire à ses acteurs qu'elle les dispense de chercher à la comprendre.

1. Je fais allusion aux textes réunis dans *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

2. Cette description rejoint celle donnée par Yascha Mounk dans *Le peuple contre la démocratie* sur la base d'une synthèse empirique considérable (Paris, L'Observatoire, 2018), à la nuance près qu'elle inscrit plus résolument la protestation populiste dans le cadre démocratique.

3. Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2007.

4. Cf. *Le nouveau monde*, t. IV de *L'avènement de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2017.

ANNEXE

I- Entretien paru sur le site Atlantico le 24 décembre 2024 : « Faites-vous partie de ces Français épuisés par la politique ? Voici ce que la neuroscience en dit », avec Pascal Neveu et Paul-François Paoli.

Atlantico : De plus en plus d'américains se déclarent épuisés par la politique, en témoigne une étude du Pew Research Center menée sur près de 12 000 adultes aux États-Unis. En France, on constate également un sentiment de fatigue informationnelle, documenté d'année en année. Comment expliquer cette situation ? Quels sont les éventuels ressorts neuroscientifiques ?

Pascal Neveu : Plusieurs autres études américaines dont celle de Rash Javanbakht, Professeur de psychiatrie associé à l'Université d'Etat Wayne, démontrent comme le Pew Research que depuis 2018 environ 66 % des Américains se sentent épuisés par la quantité d'informations disponibles, contre 33 % déclarant apprécier la quantité d'informations qu'ils reçoivent.

Une question similaire avait été posée avant l'élection présidentielle de 2016 entre Donald Trump et Hillary Clinton, où près de 59 % se sentaient épuisés par la quantité de couverture médiatique de la campagne et des candidats.

Trop épuisés pour faire plus qu'une brève lecture des informations politiques ou regarder une heure de leur émission politique préférée. Il est intéressant de noter que ceux qui ne suivent pas l'actualité ressentent cette même fatigue à un pourcentage encore plus élevé (73%).

En 2023 la politique américaine est décrite avec des mots négatifs comme "divisionniste", "corrompue", "désordonnée" et "polarisée".

En France, on retrouve des chiffres et des propos assez similaires chez les jeunes et les électeurs traditionnels, qui décrivent leur "aversion" pour la politique, et une saturation, même si le désintérêt porte davantage sur le fait que les électeurs pensent que les scrutins ne changeront rien à leur quotidien.

Cependant 3 facteurs majeurs semblent principalement conduire à l'épuisement et au burn-out face à la politique :

- La politique de la peur : les politiciens et les principaux médias d'information ont trouvé un allié dans la peur. Cette très forte émotion peut être utilisée pour attirer notre attention, nous maintenir dans les lignes de divisions, nous faire voir le monde "nous contre eux", nous dressant les uns contre les autres. Nous détestons alors, bloquons et attaquons ceux qui ne sont pas d'accord avec nous !
- Les gens vivent dans des bulles d'information : on peut avoir l'impression que les commentateurs de 2 chaînes d'info en continu, ou médias sociaux parlent depuis deux planètes différentes. Avec un contenu où tout le monde parle et pense de la même manière. Si vous entendez parler de l'autre camp, il ne s'agit que de ses pires attributs et comportements. Le fossé est si large que les gens ne sont même pas capables de comprendre la pensée de ceux qui ont d'autres perspectives et trouvent leur logique ou leurs convictions politiques insondables. On en arrive à croire que l'autre moitié des Américains ou Français sont, au mieux, inintelligents et stupides ; et au pire, immoraux et malsains.
- Les opinions politiques des gens sont devenues leur identité : il fut un temps où deux politiciens ou deux voisins pouvaient être en désaccord, mais croire quand même que l'autre était fondamentalement bon. Au fil du temps, cette capacité à se parler, malgré les convictions politiques, a diminué. Cette enquête de Pew Research montre que l'animosité partisane s'étend aux jugements sur le caractère de nouveaux "adversaires".

Sur le plan de la psychologie et des neurosciences, nous savons que la peur, en tant que mécanisme de survie, prend le pas sur les autres fonctions cérébrales. La peur guide nos souvenirs, nos sentiments, notre attention et nos pensées, et peut nous amener à continuer à regarder, et à lire pour surveiller une menace perçue. Des nouvelles positives ou neutres pourraient alors devenir inintéressantes parce qu'elles ne sont pas importantes dans notre réponse de survie.

Paul-François Paoli : Cette lassitude par rapport à la politique vient de loin et elle a sans doute plusieurs causes. La première n'est pas nouvelle et elle est inhérente à ce que le philosophe Jean Baudrillard

appelait "l'apathie démocratique". Depuis Tocqueville et son grand livre sur la Démocratie en Amérique, nous savons que la passion pour la chose politique ne peut que décliner au fur et à mesure que l'essentiel, à savoir l'égalité des droits démocratiques, est assuré.

Nous sommes depuis la seconde guerre mondiale des sociétés pacifiques où la recherche du bien-être et du bonheur privé est devenue primordiale. Nous sommes de moins en moins des citoyens et de plus en plus des individus. Les engagements idéologiques restent très minoritaires, surtout chez les jeunes et les partis politiques sont, pour la plupart, devenus des coquilles vides de militants. La dernière grande vague politique que la France a connue est sans doute celle qui a porté François Mitterrand au pouvoir en 1981.

Quant aux mouvements sociaux que la France a connus ces dernières années, notamment celui des Gilets jaunes, ils étaient faibles sur le plan des propositions. Les Gilets jaunes qui avaient catalysé au début, une très forte sympathie populaire sont assez vite apparus comme finalement assez peu politisés, au sens idéologique du terme.

Par ailleurs et c'est la deuxième cause d'une désaffection pour la classe politique c'est que nous avons de plus en plus l'impression que l'action des politiques professionnels est devenue futile. Le spectacle que donnent un certain nombre de députés est particulièrement affligeant. Le niveau culturel de la classe politique s'est d'autant plus affaibli que les meilleurs s'abstiennent de plus en plus de faire de la politique électorale. Les Séguin, Juppé, Pasqua ou Villiers avaient quand même une autre envergure qu'un Xavier Bertrand ! Idem à gauche ou, excepté Mélenchon, il n'y a plus un seul ténor digne de ce nom. Enfin la troisième raison est que la France a perdu des pans de sa souveraineté au profit d'une Europe qui apparaît par ailleurs impuissante dans un certain nombre de domaines. À quoi bon voter, comme les Français l'ont fait en 2005 lors du Traité de Lisbonne, si les choses sont décidées d'avance. Emmanuel Macron a-t-il le pouvoir de contredire Mme Ursula Von Der Leyen au sujet du Mercosur ? Nous verrons bien...

D'après le Pew Research Center, certaines catégories de population sont plus souvent touchées par cette fatigue politique et informationnelle. Comment expliquer que ce phénomène ne touche pas tout le monde de la même manière, s'il trouve sa racine dans la neuroscience ?

Pascal Neveu : 75 % des républicains déclarent être épuisés par la quantité d'informations disponibles, contre 59 % des démocrates. Les démocrates qui s'intéressent davantage à l'actualité politique et électorale sont les moins susceptibles de se sentir épuisés. La lassitude face à l'actualité est plus répandue parmi les consommateurs d'informations politiques les moins engagés.

69 % de ceux qui discutent de politique quelques fois par mois ou moins sont plus susceptibles de ressentir une lassitude face à l'actualité que ceux qui le font presque tous les jours (59 %).

Ce clivage concerne également l'ethnicité. Environ 72 % des Américains blancs ressentent une lassitude face à l'actualité, contre 55 % d'Américains noirs et 55 % d'hispaniques. Les femmes sont également légèrement plus susceptibles que les hommes de se sentir épuisées par la quantité d'informations disponibles (69 % contre 63 %). Ce sentiment d'épuisement est à peu près le même dans tous les groupes d'âge et tous les niveaux d'éducation.

Replongeons en 1967, lorsque le psychologue américain Martin Seligman a mené une expérience sur deux groupes de chiens. Faute de temps pour la raconter, cette expérience fut reproduite sous différentes formes avec d'autres animaux et des humains avec la même conclusion : lorsque les gens ont l'impression de ne pas pouvoir contrôler une situation douloureuse ou effrayante, ils abandonnent.

En effet, lors de telles expériences, la région de la peur du cerveau (l'amygdale) est hyperactive. Pendant ce temps, les autres zones cérébrales régulatrices des émotions comme le cortex préfrontal diminuent d'activité dans ces circonstances.

On peut ainsi générer une impuissance acquise car les mécanismes cérébraux généralement impliqués dans la régulation de l'anxiété et de la dépression ne fonctionnent pas aussi bien. Elle peut se manifester sous la forme de dépression, de perte de motivation, de fatigue et de manque d'engagement avec le monde qui les entoure. Cet état provient du découragement que peut susciter la répétition de situations désagréables dont nos efforts ne permettent pas de sortir, de sorte que l'on finit par ne plus rien tenter pour faire changer les choses.

C'est ce que ressentent et vivent psychiquement différemment les "distants" de la politique, avec des réponses différentes et individuelles.

Concrètement, en France, quelles sont les catégories de la population les plus fatiguées par la chose politique ?

Paul-François Paoli : C'est sans doute dans les populations de la "France périphérique" si l'on prend en compte les catégories de Christophe Guilly que la désaffection pour la politique est la plus forte et aussi dans les banlieues à forte densité immigrée dont le parti LFI convoite les suffrages.

Les classes populaires françaises de "souche" ou d'origine sont, depuis longtemps, désabusées par une classe politique qui refuse d'affronter la réalité du défi migratoire et ses conséquences. Il faut que ce soit des intellectuels de renom, le dernier en date est le philosophe Pierre Manent, qui prennent le risque de heurter la bonne conscience médiatique de ce pays en alertant sur les dangers de l'islamisation. Les Français qui sont majoritairement en faveur d'une rupture avec l'idéologie migratoire et son chantage au racisme savent que le pouvoir politique, s'il décidait par exemple de changer les lois en vigueur sur le droit du sol, se heurterait aux oukazes du Conseil Constitutionnel.

Tout se passe comme si la démocratie avait été confisquée par le pouvoir des juges et ce depuis longtemps. Le Général de Gaulle qui ne voulait pas accorder de telles prérogatives au Conseil Constitutionnel doit se retourner dans sa tombe...

Quels enseignements peut-on tirer de ces conclusions, en tant qu'élu et en tant que média, si l'on espère renouer les Français à la chose politique ?

Pascal Neveu : La pandémie de COVID-19, mais aussi plus d'une décennie de stress politique intense, la polarisation des médias sociaux et les guerres à travers le monde, ainsi que la désillusion du public à l'égard de la politique et des médias, ne peuvent que conduire à la fatigue, au désintérêt, à l'impuissance. De plus, les liens entre sphères politique et médiatique, tout comme la défiance les concernant, rend la tâche compliquée. L'ancien président Sarkozy aimait dire « Je dis ce que je fais et je fais ce que je dis ! ». 10% des programmes électoraux sont seulement suivis d'actes. 55% des Français ne croyaient déjà plus aux politiques il y a 15 ans.

Triste constat... quand l'hyper-professionnalisation de la politique a de plus renforcé le discrédit des élites (la politique est de plus en plus repliée sur ses jeux et enjeux propres). Et quand l'hypermédiatisation de la vie politique et les réseaux sociaux ont accentué cette tendance en appauvrissant, polarisant voire hystérisant la politique.

Il est difficile de s'intéresser à une activité que l'on juge peu légitime ou dont les acteurs inspirent de la réprobation.

Quand des Français en arrivent à la résignation. Quels conseils donner ? Que chacun de ces acteurs retrouve rapidement son essence propre, dans l'intérêt de notre société, afin d'éviter une plus grande détestation qui risquerait de mener à des passages à l'acte de plus en plus violents. Il suffit de voir le nombre d'agressions d'élus et de journalistes qui ne cesse, hélas, de grandir.

Paul-François Paoli : La politique politicienne, ce que De Gaulle appelait le "régime des partis", est sans doute déconsidérée radicalement. Mais il faut bien distinguer "la politique" au sens libéral du terme et la politique qui relève de ce principe que Richelieu a proclamé une bonne fois pour toutes : "La politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire".

Qu'est ce qui est prioritaire et nécessaire aujourd'hui ? Est ce de permettre à des adolescents de 16 ans de changer de sexe ou de reconstruire une Éducation nationale qui bat de l'aile depuis si longtemps ? Est-ce de rétablir la sécurité publique dans un pays où il y a 1000 agressions par jour ou de satisfaire les revendications de telle ou telle minorité ?

Prenons le drame de Mayotte : où et quand les Français ont-ils été consultés sur le sort de cette île à la dérive dont un grand nombre de résidents sont des Comoriens ou des étrangers en situation illégale ? Est-il sûr, s'ils avaient été consultés, qu'ils auraient acquiescé à l'intégration de cette île à la France ?

La Politique est indissociable de la notion de Bien commun et celui-ci ne peut être pensable que si nous avons encore un "monde commun" à partager au sens où l'entendait une Hannah Arendt. Car qui dit "Monde commun" dit un minimum de représentations communes. Je doute fort qu'entre une gauche woke qui veut créoliser la France, à l'instar de LFI et un parti lepéniste qui prétend redonner à celle-ci ses couleurs d'antan, il y ait encore un "monde commun".

Quelles sont, d'une façon générale, les conséquences de cette fatigue politique et informationnelle, sur notre société ? S'agit-il d'un phénomène propre à notre époque ou au contraire d'un événement cyclique ?

Pascal Neveu : Comme je le précisais, tant que la peur et l'anxiété ne diminueront pas, cette fatigue ne diminuera pas. Rash Javanbakht recommande à ses patients pendant les cycles électoraux de réduire leur

consommation d'actualités politiques. Il a également essayé de les convaincre que les cinq heures par jour qu'ils passaient à regarder les informations sur le câble ne faisaient que les laisser impuissants et terrifiés. Ce phénomène n'est pas nouveau.

Depuis 30 ans sont apparus de nouveaux "mouvements sociaux". La politique est aussi devenue plus complexe à suivre, ce qui accroît le désintérêt. Le clivage gauche-droite qui servait de repère à de nombreux électeurs s'est brouillé. La démocratie participative ne fonctionne qu'au niveau local. L'adhésion aux partis politiques n'a jamais été aussi faible (on recense aujourd'hui sans doute 300 000 militants dans toutes les organisations réunies).

On observe une diminution des marges de manœuvre du pouvoir politique, par rapport à l'économie notamment (dans un contexte de mondialisation), un accroissement des demandes sociales vis à vis du politique, face à une "gouvernabilité" complexe de sociétés de plus en plus fragmentées, le poids des lobbys et des multinationales qui déplacent les centres de décisions, la perte d'agilité de l'État...

On évoque souvent les cycles dans l'histoire... Mais il semble que sans renouveau politique, cette perte de confiance du politique ne continue à progresser.

Nous verrons, ces prochains jours, les sondages et le regard des Français sur la politique et le nouveau gouvernement nommé... comme cadeau de Noël ! Il est fort à parier : plus qu'une grosse fatigue ! Une exaspération en cette période qui se serait voulu festive, et non un disque rayé avec le spectre d'une fatalité encore plus angoissante ».

II- Entretien paru sur le site Atlantico le 26 décembre 2024 avec Luc Gras à propos de son livre « La démocratie, en péril », paru le 13 décembre 2024 :

Atlantico : Vous venez de publier le livre La démocratie en péril. Les mandats présidentiels d'Emmanuel Macron ont été marqués par de nombreuses crises politiques et sociales avec notamment le bras de fer sur la réforme des retraites ou le mouvement des Gilets jaunes. Comment expliquer que la démocratie soit en péril en France ? Comment en sommes-nous arrivés là ?

Luc Gras : La crise de notre démocratie remonte à 2005. Les Français avaient voté à plus de 54 % contre le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Deux ans après, le président de l'époque, Nicolas Sarkozy, a réussi à faire voter la quasi-intégralité du texte soumis au référendum, qui avait été rejeté par les Français, mais cette fois-ci par voie d'amendements au Parlement. Le vote des Français a été totalement ignoré. À partir de cette crise, il y a eu vraiment un sentiment partagé chez les citoyens français d'un non-respect du vote démocratique.

Dans un contexte beaucoup plus récent, la crise de notre démocratie a été symbolisée par la dissolution de l'Assemblée nationale en cette année 2024. À la suite de l'initiative du président Emmanuel Macron, une succession d'événements ont démontré que le vote des électeurs n'était, encore une fois, pas respecté. À partir de mon expérience fondée sur plus de 25 ans de présence au sein du milieu politique, j'ai pu en tirer un enseignement. Il existe une logique politique autonome qui n'est pas la logique humaine. Cela explique d'ailleurs pourquoi les citoyens français ne comprennent pas ce milieu politique. Ce monde est totalement à part pour les électeurs et les Français. Lorsque vous entrez dans cet univers, il y a des règles et des comportements à adopter si vous voulez durer. Le monde politique est indépendant de celui des citoyens. Cela explique pourquoi, une fois élus, les représentants de la classe politique n'ont plus véritablement le souci d'écouter et de traduire par des initiatives les attentes de leurs concitoyens. Ils sont entièrement happés par la logique politique autonome qui les éloigne des électeurs.

Y a-t-il un risque irréversible pour la démocratie en France ? Comment serait-il possible de sortir de la crise de la démocratie ? Cette logique politique autonome est-elle au cœur du problème ? Y a-t-il un danger existentiel pour notre démocratie ?

Cette logique politique autonome permet de mieux comprendre pourquoi les citoyens sont animés par un sentiment de colère, de lassitude. Ils ont l'impression de ne pas être écoutés. Cela explique pourquoi l'abstention et le vote protestataire augmentent dans bien des scrutins.

Le premier effet de ce dysfonctionnement est qu'il contribue à la déception des citoyens et à la poussée des partis de rupture. Cela peut se constater d'ailleurs avec l'émergence et la place importante de LFI et du Rassemblement National. Beaucoup d'électeurs votent en leur faveur, à partir d'une exaspération et d'un

rejet des anciens partis de gouvernement. Les choses sont-elles durables ou peuvent changer ? Il y a toujours une possibilité d'évolution. Pour le Rassemblement National, par exemple, toute l'action de Marine Le Pen vise à dédramatiser son parti et à montrer qu'elle n'est plus l'héritière de son père. Le FN avait une fonction principalement tribunicienne et d'accueil de tous ceux qui étaient contre le système. Marine Le Pen, c'est autre chose, elle aspire réellement à gouverner.

Mais il y a en réalité un sujet central. Dans mon livre, j'expose l'idée que la démocratie n'a de sens que si elle repose sur ses fondamentaux. L'origine de celle-ci est basée sur la cité athénienne. La politique était considérée comme une activité au service du bien commun. Platon, Aristote, Socrate insistent sur les vertus que devrait avoir un acteur politique.

Pour sortir de la crise actuelle, un impératif s'impose. Les candidats aux élections doivent s'inscrire dans cette idée de mission au service des autres. Les électeurs doivent apprendre non seulement à connaître le monde politique et à discerner parmi les candidats qui leur sont proposés ceux qui s'inscrivent dans cette dynamique du service du bien commun.

Il est donc possible d'être optimiste et de trouver une issue à la situation présente. La démocratie est en péril car elle est attaquée à la fois par des tentations de dérives populistes qui instrumentalisent l'opinion mais elle est aussi attaquée et fragilisée par des puissances étrangères qui ont tout intérêt à voir notre pays affaibli en parlant d'ailleurs de démocratie décadente. Ils ne s'interdisent pas, comme vous le savez, de chercher à influencer directement les élections. Face à cet enfermement et pour résoudre ce péril, il est possible de remettre les principes de la République athénienne au cœur de la démocratie.

Un certain nombre de personnes engagées au service de la politique de l'offre regardent leurs concitoyens d'abord comme des acteurs économiques, l'homo economicus, avant de les regarder comme des citoyens. Ces dirigeants n'ont pas de vision à long terme et cherchent en réalité à profiter des opportunités économiques.

Tous ces adversaires mettent la démocratie en péril. La seule porte de sortie est de revenir aux sources des idéaux démocratiques en faisant émerger de nouveaux acteurs politiques habités par le sens du bien commun.

Dans votre livre, vous proposez douze mesures contribuant à préciser la place des élus et celle des électeurs. Ces mesures peuvent-elles permettre de sauver la démocratie et de se préoccuper à nouveau du service du bien commun ?

Ces douze propositions s'inscrivent tout à fait dans cette perspective. Elles donnent un sens mais ne sont pas l'alpha et l'oméga. Cependant, elles illustrent bien la nécessité d'enclencher une nouvelle dynamique dans cette direction. Si ces mesures étaient appliquées, cela donnerait un signe de renouveau et contribuerait à réenraciner notre vie démocratique dans des valeurs plus fortes. La liste n'est pas exhaustive. Cette évolution pourrait être à l'initiative d'autres concitoyens.

Quelles sont les réformes qui permettraient de sauver la démocratie en France ? Faudrait-il repasser par des référendums ou ouvrir le débat sur la proportionnelle ?

Ces deux thématiques sont reprises parmi les douze propositions dans mon livre. Il va de soi que le référendum qui avait été proposé dans la dernière réforme sur l'immigration ne peut être mis en place car il doit répondre à des exigences formelles beaucoup trop ambitieuses. Le référendum est une façon d'exprimer un retour aux sources démocratique absolument essentiel. Mais il faut réformer la législation actuelle pour permettre aux concitoyens de s'emparer de cette possibilité de manière plus pratique.

Concernant la proportionnelle, je suis plus prudent. Je ne crois pas au grand soir. Notre démocratie repose sur la Constitution. Tout remettre en cause serait un véritable saut dans l'inconnu.

Le scrutin majoritaire a un inconvénient. Il ne permet pas de représenter suffisamment les minorités, même si la chambre actuelle montre qu'il permet quand même à chacun de s'exprimer. Il faut absolument conserver en politique le souci de l'efficacité, ce à quoi répond le scrutin majoritaire. Il serait néanmoins possible de mieux représenter les différentes sensibilités politiques avec l'instillation d'une part de proportionnelle, sur la base du modèle allemand ou en reprenant l'exemple du scrutin municipal français qui permet de dégager une majorité pour la liste qui est arrivée en tête et de répartir les 50 autres pourcents à la proportionnelle des voix obtenues. Ces deux initiatives sont des choix essentiels pour permettre le renouvellement de notre démocratie.

Plus important que les réformes structurelles, il est crucial de travailler sur une pratique démocratique plus authentique avec des élus plus engagés au service du bien commun, des électeurs plus exigeants sur l'alignement entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font.

Même s'il est peut-être trop tôt, il est possible de s'interroger sur le cas du chef de l'État. Est-ce que le dépassement promis par Emmanuel Macron n'a-t-il pas fragilisé la démocratie avec la fin du clivage gauche, droite ? L'histoire le jugera comme tous les autres présidents.

En cas d'accession au pouvoir de LFI ou du RN, quelles pourraient être les conséquences pour la démocratie si ces expériences politiques échouaient ? La déception des électeurs, déjà déçus par les partis traditionnels, sera-t-elle encore plus profonde et d'autant plus dangereuse pour l'avenir de la démocratie ?

En 2017, un certain nombre de Français ont été séduits par le discours d'Emmanuel Macron consistant à annoncer un nouveau monde politique, dépassant les partis au-delà d'un constat assez objectif d'un système sclérosé sur une alternance droite - gauche, mi-figue mi-raisin. Le problème est que, à peine arrivé au pouvoir, tout le monde s'est aperçu de la faiblesse conceptuelle. Le candidat n'avait rien préparé et ses propositions de fond étaient assez sommaires, mis à part la politique de l'offre et engouement pour l'Europe actuelle.

Emmanuel Macron n'avait pas de troupes. Les débauchages à gauche et à droite ont été assez peu productifs. L'espérance d'un nouveau monde a vite trouvé ses limites. Sa marche initiale vers la pyramide du Louvre a laissé perplexe. Le grand message d'Emmanuel Macron reposait sur le ni-ni, le en même temps et la négation du clivage droite - gauche. Son pari n'a finalement pas mené à une troisième voie. Le macronisme n'incarne pas grand-chose. Le seul fait de se définir par opposition ne constitue pas une politique. Le clivage gauche - droite avait cette qualité de permettre une alternance. Le macronisme a abouti à effacer celle-ci pour en réactiver une possible aux extrêmes. En dernier ressort, les Français décideront et trancheront dans les urnes. Mais la réalité du macronisme est qu'il n'a pas supprimé la droite, il l'a poussée aux extrêmes. Le président de la République a créé beaucoup d'incertitudes dans le pays. Les Français sont aujourd'hui plongés dans un sentiment profond de désespérance. Même s'ils votent en masse pour le Rassemblement National, un peu moins pour La France Insoumise, les études d'opinion montrent que les Français sont frappés par l'incertitude et les angoisses.

Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen militent pour une élection présidentielle anticipée. Ils ont la conviction que leur heure est venue et que le fait d'accélérer le mouvement ne permettra pas aux autres concurrents de se préparer à temps. Le chef de la France Insoumise pense que sa seule chance d'être un jour président serait d'être face à la patronne du RN au second tour en mobilisant les forces sociales et pourquoi pas la rue. Marine Le Pen estime que les électeurs de la droite modérée voteront pour elle, en de telles circonstances, contre Jean-Luc Mélenchon et qu'elle sera donc élue.

L'un comme l'autre, en ayant peu d'appuis dans l'administration, hériteront de difficultés et risquent à leur tour de décevoir leur électorat. On entrerait alors dans une situation quasi-inextricable où le défit d'un jour pourrait apparaître comme le recours du lendemain.

Il pourrait y avoir alors une tentation, qui commence d'ailleurs déjà à émerger et dont je parle dans mon livre "La démocratie en péril", d'un changement de régime. Un sondage récent a montré que 23 % des Français penchaient aujourd'hui plutôt pour un régime autoritaire pour sortir de la crise actuelle. La droite, la gauche, le vote Macron, puis Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon et l'échec du vote protestataire pourraient amener à se dire que tout a été essayé en politique et que plus rien ne marche. La tentation d'un régime autoritaire pourrait alors se concrétiser. C'est aussi cela, la démocratie en péril. On prête à Thiers la formule "Gouverner, c'est prévoir". Il s'agit ici d'éviter le pire.

Notre démocratie est donc réellement en péril. Cette hypothèse n'est pas du tout anodine et pourrait bien se présenter un jour.

La démocratie pourrait sans doute être sauvée en réinstaurant une exigence d'exemplarité et de respect du citoyen pour permettre de retrouver une forme d'unité au service du pays. Pourrait-il y avoir un sursaut au sein de la classe politique française pour justement permettre aux citoyens de ne plus être aussi exaspérés ? Pourrait-il y avoir un sursaut politique pour restaurer et défendre la démocratie française ?

L'esprit du livre et la démonstration qu'il apporte reposent sur l'analyse de la logique politique autonome qui engage les élus dans une situation de dépendance extrêmement compliquée à gérer. J'invite les

électeurs à étudier cela attentivement dans le livre. Lorsqu'un élu arrive à l'Assemblée nationale, il doit passer une succession d'épreuves pour être reconnu par ses pairs. Le système broie les meilleures initiatives. Combien d'élus remarquables ont dû soit abandonner, soit se résigner à cause de ce mécanisme implacable. Comment peut-on sortir de cette logique politique autonome ? Elle ne permet pas à une personnalité politique de ressortir par le haut. Comme le disait Philippe Séguin, il serait peut-être possible d'en extraire par les circonstances de l'histoire. Le général de Gaulle est arrivé par celle-ci.

Il serait utile également de promouvoir une meilleure formation des élus et une meilleure éducation des citoyens.

Les acteurs politiques ne sont pas mis en cause. Ils ne sont pas forcément responsables, sauf à considérer qu'ils acceptent de jouer le jeu de la logique politique autonome. Mais en réalité, celle-ci est beaucoup plus puissante que n'importe quel leader de la vie politique française. J'ai plutôt du respect pour nos élus au regard des difficultés qu'ils affrontent à partir du moment où ils sont engagés dans cette logique politique autonome. A travers ce livre, je souhaitais lancer cet appel face au péril qui menace notre démocratie.

Il est encore temps d'agir. Certains acteurs sont uniquement intéressés par les aspects mercantiles et ne se soucient pas de l'avenir du pays. Une partie des citoyens se laisse embarquer par des fake news. Ils se font manipuler et instrumentaliser. C'est aussi un sujet.

Comme vous le voyez, la démocratie, au sens athénien du terme, traverse une période de crise existentielle dont il ne sera possible de sortir que par une prise de conscience. À la fin du livre, j'indique qu'il est minuit moins le quart, montrant ainsi qu'il est urgent d'agir pour préserver notre démocratie. J'ai identifié une clé de lecture avec la logique politique autonome, que j'ai forgée à partir d'une expérience de terrain et d'échange avec les plus grands spécialistes. La plupart des politologues gravitent autour du malaise démocratique sans jamais cerner cette clé. Il m'est agréable de la présenter aujourd'hui et de la formaliser de manière à expliquer ce que nous traversons ».

III- « La démocratie menacée par la ploutocratie » par Rémi Godeau (Xerficanal, 11 février 2025)

« J'ai lu avec intérêt *Le chaos qui vient*, de l'Américain Peter Turchin. Cet ancien biologiste théorique a créé un nouveau champ de recherche : la cliodynamique.

La cliodynamique exploite des millions de datas, récoltées sur 10 000 ans d'histoire, pour analyser les causes structurelles de l'effondrement des systèmes politiques.

En 2010, au début du mandat Obama, Peter Turchin s'est rendu célèbre pour avoir anticipé les années agitées du trumpisme.

Je le cite : « Les deux forces sociales primordiales qui nous ont donné la présidence Trump – et qui ont poussé les Etats-Unis au bord de l'effondrement – sont l'appauvrissement des classes populaires et la surproduction d'élites. »

La baisse du niveau de vie d'une grande partie de la population est un facteur dont on parle beaucoup. De fait, recul du pouvoir d'achat, perte de contrôle sur son destin, enfants promis à un avenir plus sombre sapent la légitimité des institutions et affaiblit l'État.

La surproduction d'élites est un facteur moins classique. De la révolution de 1848 aux Printemps arabe de 2011, le précaire diplômé, des aspirants à l'élite frustrés, est à l'origine de troubles sociaux.

De même, la fragmentation du paysage idéologique, le délitement du consensus de l'élite caractérisent les phases de pré-crisis...

À ces facteurs essentiels s'en ajoute un troisième : ce que Peter Turchin appelle la pompe à richesse. En gros, elle fait que les riches deviennent plus riches, les pauvres plus pauvres.

Ce concept est issu d'un principe clé de la sociologie, la loi d'airain de l'oligarchie : lorsqu'un groupe d'intérêt acquiert beaucoup de pouvoir, il l'exploite pour servir ses propres intérêts...

Or, dit Peter Turchin, les démocraties contemporaines ne sont pas vaccinées contre la loi d'airain de l'oligarchie. Les Etats-Unis ont réussi à stopper la pompe à richesse durant le New Deal, mais elle s'est remise en marche dans les années 1970...

Peter Turchin a écrit son livre avant la réélection de Donald Trump et avant son ticket avec Elon Musk. Or il était déjà formel : les Etats-Unis sont une ploutocratie, à savoir une société dirigée par les riches.

Aux États-Unis, la part des revenus affectée au 1% supérieur se situe à 19 % depuis une dizaine d'année. C'était deux fois moins dans les années 1970.

Analyse de Turchin : "Quand les partis politique abandonnent les classes ouvrières, cela équivaut à un changement majeur dans la manière dont le pouvoir social est réparti dans la société. Au final, c'est bien cet équilibre des pouvoirs qui détermine si les élites se voient accorder le droit d'actionner la pompe à richesse à leur seul profit."

Et l'Europe ?

En Allemagne, la part des revenus du 1% les plus fortunés dépasse 13 %. Pendant longtemps, c'était 10%. Au Danemark, modèle d'égalitarisme par excellence, c'est aussi 13% alors qu'elle est longtemps restée sous la barre des 7%

Et en France ? Écoutez les résultats de Peter Turchin, assez éloignés des débats nationaux : "La part des revenus allant au 1% supérieur y a atteint un minimum absolu dans les années 1980 (environ 8%), puis a augmenté jusqu'à dépasser 11% au début des années 2000. Mais il a ensuite remarquablement baissé et se situe aujourd'hui en dessous de 10%".

France-Allemagne, deux trajectoires différentes en matière d'inégalités. Il est manifeste, dit Peter Turchin, que les élites des deux voisins suivent des voies distinctes.

Reste LA question : d'où viendra le chaos ? ».